



14ème législature

Question N° : 68302	De M. Jacques Bompard (Non inscrit - Vaucluse)	Question écrite
Ministère interrogé > Économie, industrie et numérique		Ministère attributaire > Économie
Rubrique > politique économique	Tête d'analyse > investissements	Analyse > investissements étrangers. attractivité de la France.
Question publiée au JO le : 04/11/2014 Date de changement d'attribution : 18/05/2017 Question retirée le : 20/06/2017 (fin de mandat)		

Texte de la question

M. Jacques Bompard attire l'attention de M. le ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique sur l'opération séduction mise en place par le Gouvernement à l'égard des patrons étrangers. Dans le but de créer des emplois en France, le Gouvernement essaie en effet d'attirer de grandes enseignes mondiales en France. En particulier, le patron d'Alibaba.com, champion mondial de la vente en ligne, ainsi que le fonds Qatar Investments, et bien d'autres encore, ne sont pas oubliés. Avant de laisser intervenir de tels géants mondiaux dans notre économie, encore faudrait-il prendre un certain recul et se livrer à une analyse d'histoire de l'économie. En 1958, ayant besoin de main-d'œuvre, la France avait décidé de moderniser l'agriculture. Le monde agricole est alors passé de 6 millions à 500 000 emplois. Quelques années plus tard, les grandes surfaces sont venues moderniser le commerce. Si des centaines de milliers d'emplois ont été créés à cette occasion, combien de petits commerces ont alors été contraints de fermer ? L'effet produit au niveau économique sur le tissu local a été désastreux, faisant exploser l'exode rural. Certes, l'arrivée de gigantesques capitaux étrangers créera à court terme des emplois, mais combien de structures commerciales fermeront ? A-t-on fait un bilan prospectif sur l'emploi ? En réalité, la volonté affichée par le Gouvernement d'attirer les investisseurs étrangers en France semble n'être qu'une tentative de réponse aux chiffres accablants publiés par le baromètre de la chambre de commerce américaine. Ceux-ci révèlent que seuls 12 % de leurs dirigeants d'entreprises estiment que la France est une bonne décision pour investir. Ce chiffre était de 56 % en 2011, de 22 % en 2012, de 13 % en 2013 et de 12 % en 2014. Les Américains ne seront disposés à investir dans notre pays que lorsque le cadre réglementaire et fiscal sera favorable aux entrepreneurs. Le Gouvernement oublie que l'emploi est le résultat de la richesse, que la richesse est le fruit du travail, et que donner à ceux qui ne travaillent pas l'argent de ceux qui travaillent est une politique suicidaire pour l'économie. Il demande quand et comment l'État rétablira le droit au travail pour tous garanti par le bloc constitutionnel.